

1 pas en avant 3 pas en arrière

C'est bien la politique de ce gouvernement. Sous prétexte de rétablir l'égalité entre les pères et les mères, il souhaite revoir les trimestres de bonification pour les mères de familles. En effet, la HALDE considère discriminatoire, la mesure pour la retraite des femmes qui vise à corriger les inégalités qu'elles subissent. C'est oublier qu'une femme sur trois travaille à temps partiel et ne perçoit par conséquent qu'une retraite partielle.

Ce recul révèle, s'il était nécessaire, que nous subissons encore et toujours le système patriarcal. Et ce système sert le capitalisme en trouvant le moyen d'effectuer des réductions des dépenses immédiates : les caisses de retraite économiseraient près de 5 milliards d'euros par an selon le Conseil d'orientation des retraites (COR). Xavier Darcos, ministre du travail, envisage d'intégrer la réforme dans le projet de la sécurité sociale de 2010.

À quel moment la question de mettre fin à toutes les inégalités salariales, sociales que subissent les femmes a-t-elle été posée? C'est pourtant le meilleur moyen de limiter l'utilisation des compensations. Et pourtant, ce gouvernement fait le choix de précariser encore plus les femmes et de les rendre de plus en plus dépendantes de leurs maris.

Sous prétexte de la crise, le risque est grand de voir la question de l'égalité entre les sexes apparaître comme une question secondaire. Depuis plusieurs années, le gouvernement s'atèle à un remodelage de la société dans toutes ses dimensions. Les femmes sont les premières visées.

Nous devons profiter de la **Fête de l'Humanité** et de l'opportunité que nous avons de rencontrer des milliers de nos concitoyens et concitoyennes pour faire connaître ce projet inique. Nous devons faire connaître nos propositions pour une égalité femme/homme effective dans tous les domaines.

Utilisons ce rendez-vous, attendu par beaucoup, pour faire connaître la manifestation unitaire du 17 octobre pour l'égalité femme/homme. Ensemble, faisons souffler le vent de la révolte sociale.

Nadhia Kacel

membre de l'exécutif national du PCF

Féminisme Commu

sur le site du PCF
www.pcf.fr/femmes

commission

Droits des femmes/féminisme

SEPTEMBRE 2009

Activité de la commission nationale

Retraites: menaces contre les bonifications
aux mères salariées **Pages 2-3-4**

Université d'été, compte rendu
atelier laïcité **Pages 5-6-7-8-9**

Programme des débats féministes
à la Fête de l'Humanité **Page 10**

Activité unitaire

Grande manifestation nationale
le 17 octobre à Paris
contre toutes les discriminations
à l'égard des femmes **Page 11**

Agenda **Page 12**

RETRAITES

menaces contre les bonifications aux mères salariées

NON AUX ATTAQUES CONTRE LES ANNUITÉS ACCORDÉES AUX MÈRES SALARIÉES AVEC ENFANT(S)

Loin d'être un avantage par rapport aux hommes, elles ne sont qu'une légère compensation dans un contexte général d'inégalités.

Une nouvelle fois dans le collimateur du gouvernement, elles étaient déjà menacées de suppression en 2003, au nom de l'égalité salariale entre les hommes et les femmes. En effet, le ministre du travail entame des discussions en vue de réformer, cet automne, une disposition spécifique accordée aux mères de famille en matière de retraite.

De quoi s'agit-il ? Cette majoration a été accordée aux femmes, ayant eu des enfants, pour compenser les inégalités salariales qu'elles subissent au travail.

Ces inégalités ont-elles disparu ? Non ! De nombreuses études attestent toujours d'inégalités persistantes. Ainsi, l'écart des salaires entre femmes et hommes est d'une moyenne de 16% du salaire brut entraînant des conséquences sur les pensions retraites. À cela s'ajoute le fait que la période de l'accouchement constitue un frein dans la progression de carrière et les augmentations annuelles des salaires des femmes.

20% des femmes pour 11% des hommes sont au SMIC.

En 2007, 31% des femmes travaillent à temps partiel pour 6% des hommes.

Le taux d'activité des femmes se réduit au fur et à mesure de la naissance des enfants. Elles ne sont plus que 73% à exercer une activité professionnelle avec un enfant, 64% avec deux enfants, et 40% avec trois enfants.

Monsieur Xavier Darcos, ministre du travail, déclarait le 7 juillet 2009, à la remise du rapport sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, que la réalité des inégalités « nous fait honte ». Pourtant, il veut supprimer les mesures compensatoires accordées aux femmes, sous le prétexte que les pères l'exigent aussi !

Une fois de plus ce sont les femmes et leurs acquis qui sont soumis aux diktats de ces Messieurs !!!!!!!!!!!!!!!

Mais attention, c'est aussi le moyen pour le gouvernement de rogner sur les acquis sociaux des hommes et des femmes.

Cette réforme, si elle passait, serait un pas supplémentaire vers le démantèlement du système général des retraites.

Ne les laissons pas faire.

**TOUTES ET TOUS CONCERNES, TOUTES ET TOUS SOLIDAIRES.
PAS TOUCHE A NOS RETRAITES.
ENSEMBLE SIGNONS LA CARTE**



**DROITS
DES FEMMES**

**NON AUX ATTAQUES
CONTRE LES ANNUITÉS ACCORDÉES
AUX FEMMES SALARIÉES AVEC ENFANT(S) !**

DISPENSÉ DE
TIMBRAGE

Loin d'être un avantage par rapport aux hommes, ces annuités ne sont qu'une légère compensation dans un contexte général d'inégalités :

- maternité / éducation des enfants = **FREIN** dans le déroulement de carrière des femmes,
- taux moyen d'écart entre les salaires masculins et féminins : **27 %**,
- le montant moyen des retraites perçues par les femmes est de **38 % inférieur** à celui des hommes.

Ce projet de réforme est un pas supplémentaire vers le démantèlement du système général des retraites.

**TOUTES ET TOUS CONCERNÉS,
TOUTES ET TOUS SOLIDAIRES !
PAS TOUCHE À NOS RETRAITES !**

Monsieur le Président de la République
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

PCF Signature

RETRAITES

menaces contre les bonifications aux mères salariées

PAS TOUCHE AUX RETRAITES DES FEMMES

Quotidiennement, on assiste à un matraquage d'informations bien ciblées pour tenter de nous faire croire qu'il n'y a pas d'autre solution que celles que les médias nous « dictent » de penser.

Femme, mère de famille, retraitée, égale ?

Pour continuer de mettre en pièce tous les acquis de notre pays, leurs règles sont invariables : l'opposition entre celui qui a un travail et celui qui n'en a pas, entre le salarié du privé et le fonctionnaire... et, dernière trouvaille, l'opposition entre les mères et les pères de famille, dans le but de réduire les dépenses et continuer la mise en miettes de nos retraites !

Au nom de l'égalité entre les femmes et les hommes, le gouvernement envisage de supprimer la majoration de durée d'assurance ou MDA (1 à 8 trimestres par enfant) aux mères de famille salariées du privé. Inutile de tourner autour du pot.

Le contraire d'égalité, c'est inégalité

Quand le gouvernement parle d'avantages familiaux aux mères de famille à partager également avec les pères de famille « au nom de l'égalité » nous ne sommes pas dupes, car rien n'est envisagé pour supprimer toutes les discriminations, inégalités salariales subies par les femmes ! Un immense chantier est pourtant nécessaire pour stopper les inégalités et permettre aux femmes de vivre tout simplement quand

- une femme gagne en moyenne 27 % de moins qu'un homme dans le privé
- les très bas salaires, sont à 80 %, des salaires de femmes
- les temps partiels imposés sont occupés à 85 % par des femmes
- les femmes qui travaillent dans le privé sont 41 % à avoir un CDD

- le taux d'activité des femmes avec l'arrivée d'un enfant passe à 73 %, et avec 2 enfants et ce même taux passe à 64 % alors qu'il ne touche pratiquement pas les hommes
- moins de 50 % des femmes arrivent à la retraite avec une carrière complète (en 2004, 44 % des femmes ont validé une carrière complète de 40 années contre 86 % des hommes)
- la retraite d'une femme est égale à 42 % de celle d'un homme
- 50 % des femmes retraitées perçoivent une retraite inférieure à 600 euros, etc

Combattre les inégalités

Jusqu'à preuve du contraire, et n'importe quel gouvernement ne pourra le changer, ce sont les femmes qui accouchent et prennent leur congé maternité pendant au moins 16 semaines (26 semaines pour le 3ème enfant). Les pères ont droit à 3 jours et 11 jours de paternité depuis 2001.

Si être mère pèse négativement sur la carrière d'une femme, être père n'a pas d'incidence professionnelle. Lors de la naissance d'un enfant, les salaires des mères reportés pour leur carrière sont moins importants et cela a donc une incidence sur leur retraite.

Si la mère ou le père souhaite à l'issue du congé maternité prendre un congé parental, c'est possible, mais sur l'ensemble des congés parentaux on constate qu'une infime partie de pères l'utilisent (5 % contre 95 % des mères).

Il faudrait regarder de près quels métiers, quelles catégories socio professionnelles prennent ce congé parental, car vivre sans salaire lorsqu'on est seule, ou avec 1 salaire au lieu de 2, n'est pas aisé. Le congé parental ouvre droit à des trimestres supplémentaires pour le père ou la mère au moment du départ à la retraite.

(suite page suivante)

PASTOUCHE AUX RETRAITES DES FEMMES (suite)

Maintenir la MDA pour les mères salariées

Les femmes restent pénalisées parce que ce sont elles qui font les doubles journées travail/foyer : en 2009 elles sont encore 81 % à considérer dans notre pays que les tâches ménagères sont inégalement réparties au sein de leur foyer et à leur charge. Concilier vie professionnelle et vie privée n'est pas simple.

La MDA, ou majoration de durée d'assurance, est autre chose que le congé parental, congé maternité.

Depuis 1971, la MDA est accordée aux femmes salariées au moment de la retraite. Elle varie de 1 à 8 trimestres par enfant élevé, ou adopté ou pris en charge, **et ce sans obligation de cessation d'activité professionnelle.**

La MDA est une infime compensation du rattrapage des inégalités au travail renforcées avec l'arrivée des enfants.

90 % des femmes tirent un avantage de cette MDA, puisqu'elle représente environ 20 % de la pension d'une femme, c'est dire le bas niveau de leurs retraites.

Au moment de la retraite, il faut savoir que cette MDA ne se cumule pas pour les femmes qui ont pris un congé parental ! Alors lorsque le gouvernement nous parle d'égalité, il ne dit pas toute la vérité sur la réalité quotidienne du travail des femmes et de leur retraite.

Artifice gouvernemental

L'artifice du gouvernement consiste à faire croire que ce droit de MDA serait ouvert « si la femme ou l'homme cesse son activité professionnelle ».

Dans ce cas, le droit serait donc supprimé aux femmes et les hommes n'en bénéficieraient pas.

Tout partage du droit à cette majoration, entre les femmes et les hommes conduit inmanquablement à la dégradation du droit

des femmes car le gouvernement ne veut pas rechercher les moyens financiers nécessaires pour mettre en œuvre cette égalité de traitement entre femmes/hommes.

Cet « attrait pour l'égalité » risque de conduire à moins de droit pour les femmes sans plus de droit pour les hommes.

La MDA (majoration de durée d'assurance) est bien un droit aux femmes de par leur maternité, car ce sont elles qui mettent au monde les enfants, et ce droit doit continuer de leur être accordé, dans l'esprit de son origine : compensation des inégalités !

Depuis 1993, avec la réforme Balladur et l'allongement de la durée d'assurance de 150 trimestres à plus de 40 ans de travail et le calcul de retraite non plus sur les 10 meilleures années, mais sur les 25, on assiste à une dégradation vertigineuse du montant des retraites, aggravée encore avec la réforme de 2003.

Toutes celles et ceux qui partent sont atterrés de vivre avec des montants dérisoires.

À qui fera-t-on croire qu'à un moment où le gouvernement fait tout pour allonger la durée de cotisations, que, soudainement, il ferait preuve de largesse pour tous les salariés de notre pays et qu'on leur accorderait des trimestres pour enfants ?

Ne nous laissons donc pas aveugler par la division : le combat pour l'égalité concerne bien sûr les femmes et les hommes, ensemble, pour construire des droits à ÉGALITE. Si les femmes et les hommes sont différents, leur différence n'empêche pas l'égalité. Ce sont les inégalités qu'il faut combattre, ensemble hommes et femmes pour arriver à vivre et travailler à ÉGALITE de droits !

Élisabeth Maugars
le 7 septembre 2009

UNIVERSITE D'ETE- COMPTE RENDU DE L'ATELIER LAÏCITÉ

Pourquoi les religions ont-elles peur des femmes ?

Merci à Soad de participer à cet atelier. Elle appartient comme certains d'entre nous au réseau IFE (Initiative féministe européenne), elle en est la référente pour les questions de laïcité.

Avant de lui passer la parole, je voudrais revenir sur les raisons qui ont poussé la commission nationale du PCF « Droits des femmes/féminisme » que j'anime, à organiser un tel débat lors de cette Université d'été.

Nous avons choisi ce titre en référence à un débat que nous avons initié en 2003 à la Fête de l'Huma au moment où se posait la question de légiférer ou pas sur le port du voile à l'école. Le titre était alors : « Pourquoi les religions s'intéressent-elles tant aux femmes ? »

Cette année, nous avons souhaité poursuivre notre réflexion pour répondre à l'intervention croissante des religions dans la sphère politique.

Ne voulant éluder aucune question, je pense que nous serons amenés à aborder la question du port de la burqa avec la commission d'enquête diligentée par le député communiste André Gérin. Initiative que je ne partage pas, mais nous y reviendrons au cours du débat.

Depuis 2003 donc, les choses ne se sont pas améliorées, les intégrismes de tous bords montent en puissance un peu partout, y compris en Europe.

Ce débat est une invitation à réfléchir à l'oppression millénaire que les femmes subissent, et aux moyens de la combattre.

Les trois religions monothéistes sont toutes imprégnées de traditions patriarcales, elles pérennisent ce système, elles prônent chacune à leur façon, l'inégalité entre les hommes et les femmes, ce que l'on retrouve dans toutes les sociétés.

Il y a une interaction entre religion et politique qui entraîne un retour à l'ordre moral ce qui est lourd de dangers pour les femmes du monde entier.

Je pense aux États-Unis avec les commandos anti IVG qui n'hésitent pas à agresser, et même à tuer les médecins la pratiquant.

Je pense à l'Angleterre, où les fondamentalistes musulmans revendiquent la possibilité d'appliquer la charia, autrement dit la loi islamique, aux citoyennes et aux citoyens de confession musul-

mane. Et malheureusement, ils ont trouvé des soutiens auprès d'évêques anglicans et d'hommes politiques.

Je voudrais également attirer votre attention sur la bataille que nous avons menée en 2005 contre le projet de constitution européenne notamment contre l'irruption du poids des religions ! Notre mobilisation très large a permis de gagner le NON au référendum !

Mais vous le savez, rien n'est jamais acquis une bonne fois pour toute, notamment en ce qui concerne les droits des femmes. Et en Europe de l'est, les droits sexuels et reproductifs des femmes sont de plus en plus menacés par l'influence grandissante de l'Eglise catholique, la Pologne étant sans doute l'exemple le plus édifiant !

Je pense également à Taslima Nasreen, écrivaine bangladaise, figure du combat contre l'intégrisme qui, expulsée de son propre pays, a vécu 10 ans en Europe avant de rejoindre l'Inde d'où le gouvernement de gauche l'a également chassée. Elle est réfugiée aujourd'hui en France, contrainte à l'exil sous peine de mort.

Ma liste pourrait être allongée à l'infini !

Quelles sont nos moyens de luttes ?

Comment peut-on se résigner en 2009 à trouver normal que les femmes ne soient pas les égales des hommes et ce dans tous les domaines de la vie et dans tous les pays ?

Pourtant les femmes mènent ce combat de l'émancipation avec opiniâtreté et leurs luttes ont permis des avancées considérables notamment en Europe, permettant de véritables avancées de civilisation. Chacun et chacune le sait ici toute conquête féministe permet de tirer la société vers le haut profitant aux hommes comme aux femmes dans le même mouvement.

Une femme libre est une femme qui se libère de tous les jougs, de toutes les oppressions, de toutes les discriminations. Ceux subis de par la société, les religions mais aussi ceux qu'elle a intériorisés, ceux que lui imposent son compagnon, sa famille.

Cette émancipation passe par l'accès aux connaissances, à l'école, à la formation avec comme point d'appui fondamental les valeurs de la laïcité.

(suite page suivante)

COMPTE RENDU DE L'ATELIER LAÏCITÉ (suite)

La laïcité est pour les communistes une condition essentielle de la lutte contre l'intégrisme et l'extrémisme.

La laïcité ne peut se réduire à de la tolérance envers les croyances de chacune et chacun, mais plus fondamentalement, elle repose sur la liberté de conscience, l'égalité des droits de tous les êtres humains. Pour exercer pleinement cette liberté, il faut pouvoir disposer d'une éducation qui nourrisse l'esprit critique, qui aide, à égalité, chacune et chacun, à s'épanouir, à se réaliser pleinement.

Je partage l'analyse de Jaurès qui n'a cessé d'articuler laïcité, démocratie et lutte sociale dans sa dialectique des émancipations, comme l'a souligné dans les colonnes de *l'Humanité*, le philosophe Jean-Paul Scot. La République française doit être laïque et sociale. Elle restera laïque parce qu'elle aura su rester sociale.

Les religions ont peur des femmes, car les luttes émancipatrices sont subversives, le féminisme est subversif et allié à la lutte des classes il est une arme redoutable de transformation fondamentale de la société.

Dans la période de crise économique, sociale, politique que nous traversons, la tentation est forte de hiérarchiser les luttes, y compris dans nos rangs : « Occupons nous d'abord des questions économiques, le reste suivra »

C'est une erreur fondamentale pour qui a l'ambition de transformer la société.

Plus que jamais, nous devons affirmer haut et fort notre engagement « Communiste et Féministe »

Merci pour votre écoute, la parole est maintenant à Soad.

Laurence Cohen

Intervention de Soad BABA AISSA BEKKOUCHE

militante féministe, référente Laïcité de l'association Initiative féministe

Les êtres humains (hommes et femmes) ont de tout temps eu besoin de croire en quelque chose, par besoin d'espoir et besoin constant d'éloigner leurs peurs. Ils ont peur de la souffrance, de la solitude et de la mort et même de ce qu'il peut y avoir après la mort. Est-ce pour cette raison qu'ils se sont inventés des idoles, des dieux et des déesses ?

Il y a eu une évolution des croyances et des religions, nous sommes passés des religions polythéistes (croyances en plusieurs dieux) aux religions monothéistes (croyance en un seul dieu).

Nous sommes passés des offrandes (devant des temples ou autres lieux) à des prêtres, ou tout autre titre dans la hiérarchie religieuse, qui ont vécu de la manipulation des peuples et à leurs dépens (offrandes, spoliation des biens, etc).

Le besoin qu'ont les humains d'appartenir à un groupe quel qu'il soit et d'être acceptés comme membres de ce groupe a bien été compris, au cours des derniers siècles par les rois, les dictateurs, les chefs religieux. Ne pas appartenir à un groupe ou une communauté c'est devenir un paria, souffrir du rejet de la société et donc ne rien représenter.

L'avènement des religions monothéistes a beaucoup plus marqué l'histoire des hommes

et des peuples car elles se sont beaucoup plus immiscées et impliquées dans les affaires des cités et des nations. Au point, dans certains cas, de devenir obligatoires, religions d'État et, auparavant, religions de rois (pouvoir divin).

Pourquoi les religions ont-elles peur des femmes ?

Au cours de cet atelier, nous allons essayer de répondre à cette question.

Commençons par dire quelques mots sur la situation politique et économique actuelle en France et en Europe au regard de l'ordre mondial avant d'en venir aux sources du patriarcat.

Alors que la Révolution Française et le siècle des Lumières a mis à mal le Christianisme en France et en Europe, pourquoi à la fin du XXème siècle et en ce début du XXIème siècle existe-t-il une recrudescence des courants de pensée conservateurs et assiste-t-on à un retour à l'ordre moral ? Pourquoi les intégrismes religieux sont omniprésents qu'ils soient catholiques, juif, musulman. La pleine expansion du néo-libéralisme, forme moderne du capitalisme, n'est elle pas la mère nourricière de ces modes de pensée et dogmes religieux ?

COMPTE RENDU DE L'ATELIER LAÏCITÉ (*intervention de Soad, suite*)

Quels sont les dogmes les moins dangereux pour le néo-libéralisme ?

Les dogmes religieux ne remettent aucunement en cause l'ordre social. Il est normal qu'il existe des riches et des pauvres. Oui, Dieu, l'a voulu ainsi. Même lorsque les chefs religieux disent lutter contre l'Impérialisme décadent, Les avez-vous entendus remettre cet ordre social en cause ? Dans les pays, où les religions sont des religions d'État, le système économique, social et politique est-il fondé sur la notion d'égalité et de partage, le bien être des populations ? La corruption disparaît-elle ? L'égalité est-elle effective entre les citoyens et les citoyennes ?

Mais nous devons aussi faire le lien entre les politiques ultra patriarcales inhérentes aux régimes fondamentalistes (qu'elles soient basées sur une religion ou une culture majeure) et le patriarcat plus subtil des démocraties occidentales.

Pourquoi l'homme occidental n'a pas encore fait sa révolution vis-à-vis du patriarcat ?

On ne peut que constater sa persistance à vouloir contrôler les femmes et à refuser leur émancipation. Quel que soit la couleur politique, nous affrontons le même problème de domination masculine qui enferme les femmes dans l'unique rôle socialement acceptable : celui d'épouse et de mère. Il n'existe pas socialement, juridiquement et politiquement des femmes une égalité effective dans les sociétés dites « occidentales ». D'où cela provient-il ? De l'éducation dans des traditions religieuses patriarcales ? Du fait que les femmes elles-mêmes sont les « gardiennes de ces valeurs » et contribuent à les perpétuer ?

Il est clair que le développement phénoménal du néolibéralisme et la montée en puissance des organisations religieuses cheminent ensemble et se renforcent mutuellement. Plus la pauvreté progresse, plus les courants religieux s'activent à soulager les problèmes engendrés par le capitalisme, ce qui ne serait pas critiquable en soi, si cela n'allait de pair avec le prosélytisme et la propagation de doctrines religieuses qui font de l'inégalité des sexes leur fonds de commerce !

Comment lutter contre le patriarcat qui s'impose avec l'aide des religions ?

Il faut combattre toute emprise du patriarcat sur les esprits et les institutions. Les femmes, ont commencé à progresser vers la citoyenneté à part entière quand s'est imposée la notion d'individu libre

et autonome et quand l'INFLUENCE DE L'EGLISE A BAISSÉ. Les femmes ont alors cessé d'être regardées uniquement comme d'éternelles mineures.

Il y a nécessité de prendre conscience du lien essentiel entre le combat contre le patriarcat, le capitalisme mondialisé et la défense de la laïcité.

Refuser que les religions imposent leurs pouvoirs à toute la société et contrôlent la sphère publique, elles doivent être séparées des structures de l'État et ne doivent disposer d'aucun moyen d'intervention dans la sphère politique.

Combattre les pratiques culturelles et religieuses qui portent atteinte à l'intégrité humaine, à l'intégrité physique et psychologique, à la dignité, à l'égalité des femmes, en prenant prétexte du droit des minorités, droits religieux, droits culturels pour exiger un droit d'ingérence des cultures et des religions confondues dans les affaires des États.

Développer l'enseignement non sexiste et l'éducation à l'égalité dès la petite enfance

Mettre fin à l'enseignement de l'idéologie religieuse.

Combattre activement le sexisme et l'infériorisation des femmes dans les idéologies religieuses, l'incitation à la haine et à la soumission des femmes (apartheid sexuel, contrôle de la sexualité).

Notifier dans les conventions internationales le droit des femmes à la liberté sexuelle

Des lois civiles sans interférence des religions, sans la moindre implication dans la sphère des droits reproductifs.

Lutter pour des États laïques partout où les droits humains, les droits des femmes et les droits des enfants sont sous l'influence de la religion

En quoi la laïcité est une digue de protection pour la liberté des femmes ?

Il faut rappeler que les trois religions monothéistes infériorisent les femmes et attribuent des rôles et des fonctions différenciés selon que l'on soit de l'un ou l'autre sexe.

Le système patriarcal a profondément imprégné les religions, elles sont devenues l'un de ses principaux vecteurs.

En séparant les structures religieuses de celles de l'État, en reconnaissant la liberté de conscience, la laïcité constitue un atout majeur pour l'émancipation des femmes, leurs droits

COMPTE RENDU DE L'ATELIER LAÏCITÉ (*intervention de Soad, suite*)

fondamentaux. La plus grande partie de leurs acquis sont intimement liées à la laïcité, c'est vrai pour le divorce, l'indépendance financière, c'est vrai pour tout ce qui a trait à la maîtrise de son corps.

Plus nous laissons la religion (catholique, juive, musulmane) exercer **une influence sur nos sociétés et nos processus de décision politique**, moins les politiques et les pratiques qui en résultent sont représentatives et respectueuses des droits des femmes. C'est pourquoi les responsables politiques (hommes et femmes), les militants des droits humains ne doivent pas « pactiser » avec la pensée fondamentaliste au nom du respect des cultures qui permet la préservation de la domination masculine sur les femmes et le contrôle de leur sexualité, de leur choix de vie, de leur orientation sexuelle, de leur émancipation.

Si les religions ont peur des femmes, c'est parce qu'elles ont été, au cours de ces dernières décennies, les principales militantes contre l'intégrisme religieux (opposition au pape comme à l'islam politique).

Elles le dénoncent de manière universelle. Elles luttent au quotidien contre son ingérence dans leur vie quotidienne qui dicte la façon dont elles doivent se comporter dans la société, penser, enfanter, éduquer, avoir accès ou non à l'éducation, se vêtir, mourir !!! Tous les intégrismes religieux s'entendent pour empêcher l'accès des femmes à l'autonomie, à la liberté, au pouvoir de décider de leurs propres vies, à travers des lois divines, en décidant de l'infériorisation des femmes à travers des lois discriminatoires – statut personnel – trop souvent soutenues par les démocraties occidentales au nom du respect des cultures impliquant un statut de sous citoyenne (conventions bilatérales).

Les femmes ont pris conscience que les religions ont quitté leur rôle de philosophie spirituelle pour endosser celui d'institution politique. Les femmes ont compris qu'il existait une véritable instrumentalisation de l'opinion publique pour faire front contre la laïcité en entretenant une confusion entre le vivre ensemble, le respect des croyances et le principe de laïcité.

Conclusion

Les militantes et militants des droits humains doivent être sans concession sur toute forme de violence à l'égard des femmes et des filles. Ils ne peuvent pas se présenter comme défenseurs des droits humains sans intégrer le respect des droits de toutes les citoyennes – référence à la culture d'origine ou la religion. **Les droits des femmes ne sont pas une partie cessible des droits humains.**

Les militants et les militantes des droits humains doivent être sans concession contre les attaques idéologiques et médiatiques contre le principe de laïcité.

Il ne faut permettre à aucune institution religieuse, ni aucune religion de dicter des lois nuisant à la vie quotidienne des citoyennes et des citoyens. La religion doit rester une affaire privée.

Ceci est également valable au niveau européen. Seule la construction d'une **Europe sociale et laïque** serait une Europe qui ne s'attache pas aux valeurs ou à l'héritage culturel en prônant le dialogue avec les représentants des religions. Il s'agit d'une **Europe sociale et laïque, qui donne la chance à tous les citoyens et citoyennes, et dont les statuts de sa Constitution prendraient en compte les inégalités afin de les abolir.**

COMPTE RENDU DE L'ATELIER LAÏCITÉ (suite)

La discussion

Plusieurs idées ont été émises dans ce débat. La première, ne pas faire d'amalgame entre la pratique d'une religion dans la sphère privée et la montée des intégrismes, observation qui fera dire à un intervenant qu'il vaut mieux parler de sphère intime plutôt que de sphère privée, car des comportements violents peuvent aussi s'exercer dans la sphère privée et en tant que citoyen-ne nous avons le devoir d'intervenir.

Autre idée, faut-il interdire ou non l'entrée des piscines aux jeunes femmes qui portent le burkini (vêtement de bain couvrant totalement le corps), question qui va déclencher de fortes interrogations sur l'attitude à avoir, faut-il interdire et couper ces femmes de toutes relations sociales, faut-il accepter ? Plusieurs opinions, d'où un débat riche, difficile à trancher : interdire ou pas ? Un débat qui montrera également qu'à force de tolérance ce sont les intégrismes qui s'imposent peu à peu.

Il faut donc se réinterroger sur les raisons qui poussent quelques jeunes femmes et jeunes hommes des quartiers populaires à se réfugier dans la religion. Notre société, nous-mêmes, avons-nous tout fait pour que ces jeunes aient le sentiment d'appartenir à la République ? Le développement de la pratique de la religion pour ces jeunes n'est-il pas un moyen d'appartenir à un groupe ? Les religions, leurs pratiques allant parfois jusqu'au fanatisme (exemple dans

le monde) ne sont-elles pas des alliés objectifs du capitalisme, capitalisme s'inscrivant dans un nouvel ordre mondial et ayant besoin pour cela d'étouffer toutes résistances

Dans la discussion, des pistes de réflexion ont été avancées, pour construire ensemble les outils d'intervention pour transformer la société et construire l'émancipation humaine.

Déconstruire toutes les dominations et notamment le patriarcat permettant de mettre en lumière les oppressions que subissent les femmes, au nom d'une certaine interprétation de la religion. Réévaluer le rôle de l'éducation nationale pour développer l'esprit critique, notamment en dispensant des cours sur les droits à l'égalité, l'histoire des religions, de la laïcité à la française. Il y a nécessité de réécrire la Déclaration universelle des droits de l'homme, de faire preuve de moins de tolérance et de plus de fermeté sur les termes de la laïcité, de redonner sens aux fondements des libertés. Il nous faut être moteur de la démocratie et créateur de liberté.

Cet atelier de réflexion a ouvert les premières pistes pour agir, mais il montre aussi combien il est important de poursuivre le débat sur des questions qui touchent au devenir de nos sociétés. Besoin de formation en interne pour connaître la position du Parti sur la laïcité.

Élisabeth Ackermann



activité de la commission nationale

FÊTE DE L'HUMANITÉ

les débats féministes s'invitent

le degré d'émancipation féminine est la mesure naturelle du degré de civilisation!

Charles Fourier

AU STAND DU CONSEIL NATIONAL

avenue Henri Rol-Tanguy

samedi 12 septembre 2009 - 10h45 à 11h30 - Les propositions du PCF

Féminisme et droits des femmes

Laurence Cohen, responsable de la commission *Droits des femmes/féminisme*
membre de l'exécutif national du PCF

dimanche 13 septembre 2009

11h30 - Le Front de l'alternative politique

Écologie, travail, féminisme, rapports Nord/Sud : au cœur d'une alternative de gauche
avec notamment Caroline Fourest, journaliste et féministe

débat animé par Francis Parny, conseiller régional, membre de l'exécutif national du PCF

14 h - Le Front de la riposte

Agir et s'unir de la rue au Parlement

avec notamment Sabine Salmon, *Collectif national droits des femmes*

débat animé par Danièle Le Bail-Coquet, secrétaire fédérale du Rhône

membre de l'exécutif national du PCF

AU STAND DE L'AGORA

angle des avenues Lucie Aubrac/Guy Mocquet

samedi 12 septembre 2009 - 17h30/18h30

Mères porteuses, corps en miettes

avec Sylviane Agacinski, philosophe et auteure de nombreux ouvrages féministes

dimanche 13 septembre 2009 à partir de 14h30

FORUM DES LUTTES

avec notamment Maya Surdut, qui appellera à la mobilisation du 17 octobre 2009
grande manifestation unitaire contre toutes les précarités infligées aux femmes

ET DANS D'AUTRES STANDS

stand Paris 19ème - avenue Marcel Cachin

Jeanne Puchol, auteure de bandes dessinées contre les violences faites aux femmes
sera présente dans le stand

un apéritif dédicace avec cette auteure est prévue le **dimanche 13 septembre à 12 heures**

APPEL À LA MOBILISATION LE 17 OCTOBRE À PARIS pour les droits des femmes

Depuis la fin du XIX^{ème} siècle, et même avant, les femmes se battent pour accéder à l'égalité des droits. Le Mouvement de Libération des Femmes, mouvement social de fond, a bousculé la société contemporaine. De fait, grâce au caractère combatif et incisif du MLF, dans une période propice aux luttes sociales, l'égalité des droits a été obtenue. Égalité formelle des droits, oui, mais pas égalité réelle ! Les inégalités ne sont plus dans le code civil ou pénal parfois, mais sont encore bien présentes dans la vraie vie ! La liste en est connue : bas salaires, temps partiels, chômage, retraites inférieures, familles monoparentales, sont avant tout l'apanage des femmes. On peut compléter le tableau, de façon non exhaustive, par le peu de place accordé aux femmes dans la représentation politique ou par les violences qu'elles subissent. Bref, le compte de l'égalité n'y est pas !

La crise financière, économique et sociale ne fera qu'aggraver la situation : ce sont toujours les plus fragiles qui sont encore plus fragilisés. Et quand on voit l'obstination d'un Sarkozy à démanteler la Fonction et les services publics, il y a de quoi s'inquiéter : les femmes doivent déjà par exemple, aux deux bouts de la chaîne, pallier les carences d'un véritable service public de la petite enfance et l'absence notable d'un service public national pour les personnes âgées.

Certes, le pays résiste, résistance dont nous sommes partie prenante, nous qui savons conjuguer lutte pour les droits des femmes et lutte pour le maintien des acquis sociaux. Mais nous ressentons le danger de voir la lutte pour l'égalité femmes/hommes passer au second plan au profit de la lutte contre les discriminations et pour la diversité, comme le prouve la disparition du Service pour les Droits des Femmes et de l'Égalité. Pour éviter cette régression majeure, pour la reconnaissance de la lutte pour les droits des femmes, il nous faut réaliser l'unité. D'autant plus que les idées et les combats féministes ont cheminé. Ils irriguent actuellement les syndicats, les partis politiques de gauche et d'extrême gauche et ce depuis des années déjà.

Seule cette unité, qui doit perdurer, pourra constituer un barrage réel à la régression de la situation des femmes, à la reconquête du lien social. La lutte difficile mais efficace des travailleuses et travailleurs sans papiers pour leur régularisation en apporte la démonstration.

C'est pour cette raison que nous vous appelons à construire ensemble une grande manifestation nationale pour les droits des femmes le 17 octobre prochain. Celle-ci sera notre apport commun à la reconquête du lien social, et constituera un élément de sortie de crise. Elle se déclinera selon six thématiques : liberté de disposer de son corps au travers notamment d'un véritable accès à l'avortement et la contraception, autonomie financière au travers de vrais emplois, de vrais statuts, des salaires décents et du temps pour vivre, dignité avec le vote et l'application de la loi-cadre contre les violences faites aux femmes et avec la reconnaissance des droits des lesbiennes, égalité dans la vie politique, économique et sociale, laïcité avec aucune ingérence des intégrismes religieux dans nos vies ou contre nos droits, solidarité dans la lutte pour les droits des femmes du monde entier et l'égalité pour les femmes étrangères en France.

Premiers signataires

ANCIC, APEIS, AWSA-France (Arabian Women Solidarity Association), Association Droits des Femmes XXe, CADAC, Chienne de Garde, CGT-Jeunes, Collectif 13 DDF, Coordination Lesbienne en France, CQFD-Fierté lesbienne, FEDERATION IFAFE (Initiatives des Femmes Africaines de France et d'Europe), Féministes laïques algériennes et iraniennes, Organisation de Femmes Égalité, Femmes Libres, Femmes en Noir, Forum Femmes Méditerranée, LDH, LFID (Ligue des Femmes Iraniennes pour la Démocratie), LMDE, Les Alternatifs, Les Jeunes Radicaux de Gauche, Les Jeunes Verts, Les Verts, Maison des Babayagas, MFPF, Mix-Cité Orléans, Mix-Cité Paris, MJS, Négar, NPA, Paroles de Femmes, PCF, Parti de Gauche, PS, PLANNING FAMILIAL 37, PLANNING FAMILIAL 66, Pluri-Elles Algérie, RAJFIRE, Réseau Féministe « Ruptures », SOS Femme Alternative, SOS SEXISME, Sud Etudiant, UGICT-CGT, UGICT-CGT des Organismes sociaux, UNEF, UNL

11-12-13
septembre

Fête de l'Humanité

17 octobre

Manifestation nationale pour les droits des femmes à Paris
Bastille, 14h30

24 septembre
3 octobre

10 jours de rencontres en direction des femmes

Tee-shirts *Égalité*

Toujours disponibles.

La Fête de l'Humanité est propice à la vente de tee shirts *Égalité*.

La Seine-Maritime a vendu 25 tee-shirts au cours d'initiatives publiques.

Vous pouvez passer vos commandes avant la Fête auprès d'Élisabeth Ackermann
au 01 40 40 12 27 ou eackermann@pcf.fr

BON DE COMMANDE tee-shirts *Égalité*

Fédération : _____
nom et adresse

Camarade qui passe commande : _____
nom et prénom, téléphone

nombre

_____ tee-shirts - taille small à 10 euros = _____

_____ tee-shirts - taille large à 10 euros = _____

Total commande : _____

ci-joint : règlement _____